

DANS LES FÉDÉRATIONS

La métallurgie dans le combat

Pendant 3 semaines, les métallos ont mené aux côtés des travailleurs des autres corporations, leur plus grand combat revendicatif depuis juin 1936.

On peut dire que la métallurgie fut l'une des corporations les plus unanimement engagées jusqu'à la fin dans la grève. La magnifique combativité des métallos est un soufflet pour les dirigeants syndicaux qui, de mai à novembre, dissimulaient leur propre peur des responsabilités en expliquant qu'une lutte sérieuse n'était pas possible parce que les travailleurs ne pouvaient pas avec les payes actuelles, supporter de longs combats.

Pourtant il faut dire que si ce fut moins sensible qu'ailleurs, dans les usines aussi les militants rencontrèrent des difficultés grandissantes. Les piquets de grève devenaient chaque jour plus difficiles à organiser et la lassitude se faisait sentir parmi des membres du personnel. Les militants voyaient augmenter leur isolement. C'est l'extraordinaire volonté de combat de ces militants qui dans l'ensemble permit de maintenir l'unité du mouvement dans les métaux.

On ne peut naturellement pas expliquer les causes de l'échec en se limitant à la corporation, car là comme ailleurs, il ne s'agissait pas de la grève de la métallurgie, mais bien dans chaque usine du développement de la grève générale.

Pourtant, voyons comment dans cette corporation décisive les éléments qui sont l'avant-garde de toute la classe ouvrière, ont été empêchés de la masse des travailleurs alors qu'ils auraient dû entraîner tout le pays dans la lutte.

Chez CITROËN

L'exemple de Citroën est le plus démonstratif et aussi le plus douloureux. Il faut connaître la vérité pour en tirer les leçons et être plus fort dans l'avenir. A Citroën-Javel, seuls les 50 membres du Comité de grève étaient encore en grève au moment de la reprise. On sait toutes les luttes violentes qui avaient eu lieu entre grévistes et forces de police les jours précédents. Pourtant les mobiles et la police étaient disponibles et avaient visités aussi d'autres usines, sans ébranler l'ardeur des grévistes. Ce qui pesait sur Citroën c'était l'échec de la grève de juillet. Il faut se rappeler qu'en mai, les grévistes de chez Renault avaient demandé chez Citroën un débrayage de solidarité. Les dirigeants syndicaux les avaient alors conduits brutalement. Cependant sous la pression de la base ils avaient 15 jours après la fin de la grève Renault, entrepris une grève perdue qui dura 3 semaines, sans résultat, et se prolongea par une grève totale de 15 jours, qui, isolée, située à la veille des vacances, aboutit à un échec.

Il fallait pour effacer cet handicap et permettre au personnel de chez Citroën d'entrer à nouveau dans la grève, lui donner toutes les garanties sur la valeur du programme mis en avant, sur l'organisation démocratique du mouvement et sa liaison avec les autres usines. Les dirigeants syndicaux agissent de façon inverse. Incapable de répondre aux compréhensibles hésitations des ouvriers, c'est à l'arrachée qu'ils obtinrent la grève en hachant les assemblées générales et sans permettre l'élection régulière des comités de grève. On comprendra que les plus grosses difficultés ne pouvaient manquer de surgir par la suite.

...Et ailleurs

Cet exemple est le plus pénible que nous ayons connu mais il s'inscrit dans toute l'orientation de la direction syndicale.

Les revendications (celle des 26 % en particulier) étaient proprement incapables de mobiliser l'ensemble des ouvriers. Dans bien des usines il y eut au démarrage à lever cette difficulté. Nos camarades de la tendance « Front Ouvrier » firent dans ce sens tous leurs efforts en mettant au premier plan le minimum vital et sa garantie par l'échelle mobile.

D'autre part la force de milliers de travailleurs en grève nécessitait des formes d'organisation qui n'existent pas en temps normal. Bien axée sur des revendications

que le gouvernement se refusait à accorder, il fallait dès le début rendre la grève offensive en sortant des cadres de l'usine, en rassemblant sur la localité, la région la plus large représentation des grévistes qui aurait mis en place des comités de grèves locaux ou régionaux qui seraient apparus comme les organismes puissants de la grève générale.

Les militants de la métallurgie pouvaient jouer un rôle moteur décisif pour la réalisation de ces organismes, c'était d'eux en grande partie que dépendait la réalisation de la grève générale.

L'orientation des dirigeants de la Fédération des Métaux (presque entièrement de la tendance Frachon) fut différente. Au lieu d'utiliser la combativité des militants des usines pour faire monter invinciblement la grève générale, ils donnèrent avec le maximum de publicité, leur accord pour que le travail reprenne dans les usines qui avaient accordé « satisfaction » ?

Au lieu de donner aux militants syndicalistes le rôle dirigeant dans les organismes de masses que seraient devenus les comités de grève locaux ou régionaux, les responsables syndicaux s'efforcèrent à partir de la localité, de faire tout passer par section syndicale locale, ce qui ne permit pas aux grévistes de sentir toute leur puissance et ne permit pas non plus de faire face à toutes les tâches malgré le dévouement des militants écrasés de besogne.

Organiser la grève générale

De même à l'échelon supérieur, le comité de grève de la métallurgie, ne représentait en rien la puissante force qui se dégageait des différentes assemblées de la rue Timbaut. Pour la première fois peut-être dans l'histoire, étaient rassemblés là les meilleurs cadres ouvriers représentant 300.000 travailleurs en grève. Il aurait fallu que ces assemblées ne soient pas seulement « d'information » mais aussi de discussion pour l'orientation du mouvement. Ainsi aurait pu se souder invinciblement la volonté de combat des 300.000 métallos parisiens en grève qui voulaient en finir avec leur misère.

C'est en exposant hardiment les problèmes de cette façon qu'on aurait évité cette brisure qui a été ressentie dans chaque usine entre la masse des travailleurs surpris de la volte-face des chefs syndicaux, peu confiants dans des mots d'ordre limités, ne voyant pas se réaliser la grève générale et une avant-garde qui était disposée à aller jusqu'au bout, jusqu'au renversement du régime pourri.

MINGUET

Une ORIENTATION SAINTE celle du "Front Ouvrier" postal dans la grève des postiers parisiens

Les militants du Front Ouvrier Postal sont toujours avec les travailleurs en lutte.

Les militants du « F.O. » étaient en grève en août 1946 avec les minoritaires contre les majoritaires, en juillet 1947, contre les majoritaires et les minoritaires réunis, et sont entrés dans cette grève de novembre-décembre avec les majoritaires contre les minoritaires traités. Ce qui distinguait les militants du « F.O. », c'est simplement la hardiesse d'un programme aux bases révolutionnaires, et le fait qu'existe toujours l'accord entre leurs actes et leurs paroles.

Nous mettons en avant depuis plusieurs semaines le minimum vital de 16.000 fr. garanti par l'échelle mobile des salaires, pensions et retraites, cette révision automatique devant être contrôlée par nos organisations syndicales, et le minimum ainsi fixé servant de base (c'est-à-dire correspondant à l'indice 100) du reclassement établi primitivement par l'U.G.F.F. avant qu'elle ne capitule devant le projet « Teitgen ». Les majoritaires, par contre, partaient en guerre pour obtenir un acompte de 20 % qui devait être versé en attendant la fixation du minimum vital à 10.800 fr. garanti par une révision trimestrielle en fonction du coût de la vie, un reclassement

La grève des cheminots

S'il est effectif qu'Ouradou, de la tendance « Force ouvrière » s'est conduit en juillet comme un jaune dans la grève générale des cheminots, la direction fédérale majoritaire n'en porte pas moins les plus lourdes responsabilités de l'échec.

En démarrant la grève bureaucratiquement, ils ont failli faire tout échouer au Syndicat Paris-Ouest-Rive-Gauche, Chavagnac, secrétaire de l'Union Ouest, se présentait comme ouvrier du dépôt, alors que statutairement, comme il est conducteur-électricien, il ne pouvait parler que comme secrétaire; demande aux ouvriers à plusieurs reprises, acceptant même le vote à bulletin secret, débrayer immédiatement. Alors que le samedi matin, étant un très mauvais jour, les services du dépôt et des ateliers de Chatillon faisant semaine anglaise, le bureau du Syndicat avait prévu le démarrage de la grève pour le lundi.

Trois jours après, le bureau du Comité de grève se trouvait en difficulté parce que la Fédération n'ayant pas donné l'ordre de grève générale, les autres dépôts de la région n'étaient pas en grève montaient en délégation à la Fédération. Celle-ci fut dirigée par Crapier, Marc Dupuy, Hernio, Jeannot et Hard, elle lui demande de lancer l'ordre de grève générale. Fuyant devant ses responsabilités, Dupuy donne d'excellents conseils, ce qui importait peu à la délégation et déclara que la grève devait partir de la base. C'était bien là se moquer du monde quand on sait que Hard, Hernio et même Tollet, du bureau confédéral, en sous main étaient venus le samedi au dépôt de Montrouge pour faire débrayer.

Le lendemain, prenant ses responsabilités, le bureau de la Rive-Gauche, à l'unanimité, prit la décision si la Fédération ne donnait pas l'ordre de grève, d'en appeler directement à la solidarité de tous les cheminots et de prendre contact avec tous les Comités de grève cheminots, afin de constituer leur Comité central de grève. La délégation arriva à la Fédération où celle-ci, sous la pression de toutes les délégations, appela les Syndicats à débrayer sans d'ailleurs en donner l'ordre.

Si le mouvement des cheminots s'est effiloché, c'est avant tout parce que les objectifs de 25 % étaient incapables de susciter l'enthousiasme et c'est aussi parce que, fuyant ses responsabilités, la direction de la C.G.T. ne donnant pas l'ordre de grève générale, les cheminots désorientés ne comprenaient pas pourquoi il fallait tenir et vaincre pour... 1.500 fr. Les journées de grève n'étant pas payées, les cheminots ne pouvaient pas être chauds.

Seul un programme résolu, une direction ferme, voulant à tout prix arracher le minimum vital garanti par l'échelle mobile pourrait entraîner tous les travailleurs. Une direction, irrésolue, ne voulant pas aller jusqu'au bout, jusqu'à chasser le gouvernement a entraîné le mouvement à l'échec. Il faut constituer cette nouvelle direction syndicale révolutionnaire.

Pierre GALLETI

La grève dans l'enseignement parisien

Les instituteurs de la Seine sont entrés en grève pour obtenir le reclassement de la fonction enseignante dans le cadre de la revalorisation de la fonction publique (plan U.G.F.F.).

On a accusé à tort ce mouvement d'être corporatif: les revendications ont été posées sous l'angle des crédits à débloquer, ce qui impliquait la fixation du minimum vital et liait ce mouvement à l'ensemble des revendications ouvrières.

Ceux qui, comme Delanoue et Lavergne, pensaient ou pensent encore résoudre le problème sur le plan des discussions parlementaires et niaient le dynamisme de la base ont pu voir sa combativité: il a suffi de l'appel timide de Breuillard, le 6 novembre (qu'il a essayé de corriger ensuite par un premier referendum) pour mettre « le feu aux poudres ».

Les enseignants ont ainsi donné raison aux syndicalistes révolutionnaires qui, depuis des années, insistent sur la nécessité de l'action. Ce mouvement, parti de la base, contrôlé constamment par elle, a pu grouper la quasi-unanimité des instituteurs. Les non syndiqués et les syndiqués chrétiens ne furent pas les moins combattifs.

Après 15 jours de grève, si les instituteurs ont dû céder bien qu'insatisfaits, ce n'est pas par manque de combativité: toute la responsabilité en incombe aux dirigeants syndicaux.

La reprise du travail a en effet causé une certaine surprise dans toutes les corporations, en particulier chez les fonctionnaires au moment où ceux-ci entraient en mouvement. Cette décision prise à la hâte a créé une grande confusion chez les instituteurs eux-mêmes. Déçus par les propositions du gouvernement, encore très combattifs (un tiers pour la continuation de la grève), ils auraient poursuivi l'action si l'U.G.F.F. et la F.E.N. n'avaient « torpillé » définitivement le mouvement par le mot d'ordre de grève limitée à 48 heures. C'est l'absence de perspectives et le sentiment d'avoir été trahis par une ultime manœuvre des dirigeants réformistes qui a poussé la majorité d'entre eux à rentrer.

Tout le mouvement des instituteurs est né, s'est développé contre la volonté et les pressions des dirigeants franchement réformistes comme Lavergne et Aigueperse ou plus gauches dans la phrase comme Breuillard, secrétaire de la section de la Seine.

Au Conseil syndical du 17 novembre, la décision de grève est enlevée péniblement contre le front réformiste au grand complet, bien décidé à refroidir la combativité de la base.

Au Conseil national, les mêmes empêchent tout élargissement à la province: Breuillard porte une responsabilité particulièrement lourde en portant les 92 mandats de la Seine dans les abstentions lors du vote pour la grève sur le plan national. Ils tentent ensuite, forts de la décision du C.N., de saborder le mouvement au Comité départemental du lendemain. Les instituteurs, en votant à 66 % pour la grève, leur ont répondu comme il convenait. Ils ont pu apprécier la valeur de tels dirigeants: ils devront en tirer les conséquences.

Méfiant à juste titre des dangers d'utilisation partisane et de bureaucratisme du mouvement, ce n'est pas vers le courant franchiste Grador-Roulin que les instituteurs, dans leur immense majorité, se tournent. Ces dirigeants ne présentent aucune garantie pour l'avenir à cause de tout leur passé d'opposition à la grève. Incapables d'entraîner leurs propres Syndicats à l'action, ils ont heurté la masse des instituteurs par leur essai de donner un caractère partisan au mouvement (assemblée à la Mutualité, le jeudi).

Les instituteurs de la Seine trouvent-ils dans le courant de l'École émancipée une nouvelle direction à leurs luttes? Au cours de la grève ses porte-parole ont incontestablement trouvé une audience plus large. Ils n'ont peut-être pas toujours expliqué suffisamment leurs positions à cause de leur petit nombre et de l'organisation même des discussions; ils sont apparus dans toutes les décisions importantes comme le courant essayant de maintenir la grève aussi loin de l'utilisation partisane que de la capitulation.

Brisant avec le réformisme, ce sont les premiers qui couvrèrent avec le plus d'énergie à la poursuite de la grève malgré les décisions du C.N. Conscients que le succès de la grève n'était possible qu'en fonction de son élargissement, ils travaillèrent pour informer la province. Dans le Rhône, la tendance de l'École émancipée dut lutter à la première assemblée générale contre les amis de Grador pour ap-

puyer la Seine. Les sections dirigées par l'E.E. étaient prêtes à cet élargissement si Breuillard au C.N. n'avait donné l'impression que la Seine allait rentrer. Le Doubs, l'Ardèche, l'Hérault portèrent tous leurs mandats pour le soutien de la grève et s'organisaient pour l'action.

Ayant le souci de ne pas laisser étouffer le mouvement par un Comité central bureaucratique de l'Enseignement, ils demandèrent des garanties s'inquiétant de l'issue d'une grève dans laquelle on semblait s'installer.

Pennetier eut l'initiative de la lettre à Schuman où des questions précises furent posées sur les parités, les indices et les milliards que comptait nous accorder le gouvernement.

Cependant, on peut reprocher aux majoritaires de l'E.E., membres du bureau de grève, de ne pas s'être clairement expliqués au moment où le problème de la reprise du travail a été posé. Ils devaient dénoncer la fausse unanimité du bureau. Si les instituteurs étaient acculés à la reprise du travail sur un échec ou presque, l'E.E. devait dénoncer les responsabilités: tout d'abord celles d'Aigueperse et de Lavergne, mais aussi de ceux qui, au même moment, portaient la responsabilité de l'effritement général du mouvement, c'est-à-dire de la majorité du bureau confédéral.

Tout au long de la grève, l'E.E. avait répété que le mouvement ne serait victorieux que s'il était appuyé par un mouvement d'ensemble. La grève symbolique des fonctionnaires empêchait une large entrée de la base dans un mouvement qu'elle jugerait inefficace.

Cette grève partait au moment où les autres corporations, lancées par vagues par un bureau confédéral soucieux de garder le mouvement en main, sentaient l'échec et se préparaient à rentrer, les effectifs fondant chaque jour davantage.

Ces conditions condamnaient tout élargissement: comment les instituteurs pouvaient-ils débordant les mots d'ordre de l'U.G.F.F., entraîner les autres fonctionnaires à la grève illimitée au moment où tout le mouvement ouvrier battait en retraite? Quelques jours plus tard, Frachon tirait des conclusions analogues sur la grève générale en donnant l'ordre de reprise générale du travail. Mais il portait avec ses amis la responsabilité d'une telle situation.

C'est ce que les camarades de l'E.E. devaient dire clairement quand ils comprirent que la meilleure solution était de rentrer tous en ordre. Sans explications, ils permirent à Grador et à ses amis de les assimiler à Breuillard qui était pour la reprise dès le début de la grève et dont le souci principal était de rentrer à n'importe quel prix. Cela permit à Grador d'entraîner une petite minorité d'instituteurs combattifs dans un mouvement sans issue et d'apparaître comme le plus énergique, en réalité il était le plus irresponsable.

Toutes ces leçons devront être tirées devant les instituteurs: il est certain que le dynamisme de ce mouvement prouve que, s'il avait eu l'appui des directions syndicales, il aurait pu continuer. Si sur le plan corporatif on peut conclure à un échec, les instituteurs ne rentrent pas battus. Ils savent qu'ils peuvent utiliser l'arme de la grève. Ils doivent prendre conscience de la nécessité de se choisir une autre direction pour leurs futures luttes. Demain les instituteurs auront à défendre ce qu'ils ont acquis, avec d'autres travailleurs ils devront garantir leur pouvoir d'achat. Il faudra de nouveau employer la grève, celle-ci apporte rien par elle-même. Elle ne donne des résultats que lorsqu'elle est bien conduite. Seuls présentent des garanties sérieuses ceux qui, d'une façon continue, ont mis en avant un programme juste et une orientation d'action, qui sont apparus les plus réalistes dans la conduite de la grève. On a souvent reproché à l'E.E. de se cantonner dans la critique de minoritaires, d'être des « gréviculteurs », etc. Cette grève permettra de rectifier bien des erreurs et de faire « ravalier » les calomnies du passé. Au cours de la grève, les camarades de l'E.E. ont prouvé qu'ils savaient prendre leurs responsabilités. Si on peut leur reprocher des faiblesses, on ne peut attaquer leur orientation qui, du début à la fin du mouvement, a été la plus juste.

Tous les camarades, soucieux de l'avenir des luttes de l'Enseignement, doivent comprendre la nécessité de renforcer ce courant. C'est la seule garantie du succès des prochaines batailles et de l'unité syndicale.

LAPOUEROULLE